

3 DÉFIS – 9 PROPOSITIONS

Mettre la santé au cœur du débat

Avec son Manifeste pour 2027, le Snitem entre dans une nouvelle phase de sa mobilisation en vue de l'élection présidentielle. **Son ambition : faire enfin reconnaître le dispositif médical non plus comme une simple ligne de dépense, mais comme un levier de transformation du système de santé.** Et ouvrir le dialogue avec les candidats comme l'ensemble des acteurs de santé pour faire émerger une vision de long terme du système de santé.

Le constat est clair : à règles constantes, le système de santé français n'est plus soutenable. Déficits persistants ⁽¹⁾, vieillissement démographique, progression des maladies chroniques, difficultés d'accès aux soins, diffusion encore trop lente de certaines innovations... « *Nous sommes à la croisée des chemins* », relève François-Régis Moulines, directeur des affaires institutionnelles du Snitem. L'enjeu n'est pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux. L'élection présidentielle de 2027 doit donc être l'occasion de remettre sur la table une véritable vision de la santé. « *Il est crucial que, pendant la campagne, le sujet soit au cœur des débats* », insiste-t-il.

UNE « TASK FORCE » MOBILISÉE

C'est avec cette ambition que le Snitem a élaboré son Manifeste pour 2027. Une « task force », composée d'entreprises adhérentes volontaires, a été constituée dès le mois de mars. Plusieurs mois de travail ont ensuite permis de hiérarchiser les enjeux, bâtir des propositions concrètes et montrer comment le dispositif médical (DM) peut contribuer à répondre aux grands défis du système de santé. « *Le DM n'est pas une ligne de dépense à comprimer, mais un investissement stratégique. C'est une source d'efficacité, un levier de prévention et de diagnostic, d'autonomie et de qualité de vie, mais aussi un moteur de souveraineté industrielle* », rappelle François-Régis Moulines.

TROIS DÉFIS POUR CHANGER DE PERSPECTIVE

Le Manifeste, dévoilé en septembre, identifie ainsi trois grands défis. Le premier consiste à préserver le capital santé de la population française. L'objectif : accélérer le passage d'un système encore largement hospitalo-centré, curatif et de gestion de crises aiguës vers un système fondé davantage sur la prévention, le dépistage et le suivi au long cours. « *Nous proposons notamment de créer de véritables parcours de prévention et de dépistage à tous les âges de la vie, d'améliorer la coordination ville-hôpital et de consolider le virage domiciliaire* », détaille M. Moulines. Le dispositif médical trouve ici toute sa place : de l'imagerie au numérique en santé, des équipements mobiles aux solutions de télésurveillance, il permet d'intervenir plus précocement, de mieux suivre les patients à domicile et, potentiellement, d'éviter certaines complications ou hospitalisations. Cela suppose toutefois d'accélérer l'accès aux innovations grâce à des procédures plus prévisibles et à des délais administratifs précis et opposables.



(1) Le déficit de la Sécurité sociale s'est élevé à 23 milliards d'euros en 2025, soit le double de celui de 2023, et pourrait conduire à plus de 100 milliards d'euros de dette sociale supplémentaire d'ici 2029.

APPEL À UNE LOI DE PROGRAMMATION EN SANTÉ

Deuxième défi : rendre le système de santé durablement soutenable. « Les lois de financement de la Sécurité sociale concentrent aujourd'hui une grande partie des arbitrages, alors que les transformations nécessaires appellent une visibilité de plusieurs années. Il faut rompre avec une logique trop exclusivement budgétaire et annuelle, sortir du court-termisme, repartir des besoins de santé et des objectifs prioritaires de santé publique », défend François-Régis Moulines. C'est la raison pour laquelle le Snitem propose de présenter au Parlement une loi de programmation en santé. « Nous appelons également à passer d'un pilotage par enveloppes et par silos à une logique fondée sur la valeur et la qualité des soins », résume-t-il.

SANTÉ ET INDUSTRIE : UN MÊME ENJEU STRATÉGIQUE

Le troisième défi consiste à faire de la France et de l'Union européenne des territoires de première recherche, de première production et de premier lancement des dispositifs médicaux. « La filière française représente quelque 90 200 salariés en emploi direct et environ 1 500 entreprises dont 95 % de PME. Mais elle évolue dans un environnement marqué par une concurrence internationale forte, une réglementation complexe et une visibilité économique jugée insuffisante, déplore le directeur des affaires gouvernementales du Snitem. Nous réclamons donc une fiscalité soutenable, un environnement favorable à l'investissement et une simplification du cadre réglementaire. Nous avons une recherche performante et des infrastructures de qualité, mais il faut aussi créer les conditions pour que les entreprises investissent, produisent et lancent leurs innovations en France et, plus largement, en Europe. Derrière cette ambition se joue aussi une question de souveraineté sanitaire ». Les transitions écologique et numérique doivent, en outre, devenir des facteurs de compétitivité plutôt que de nouvelles sources de complexité.

DU MANIFESTE À LA CAMPAGNE

Fort de ces propositions, le Snitem entend désormais les installer dans le débat présidentiel. Les premiers échanges avec certaines équipes de campagne des candidats à l'élection ont déjà commencé et doivent se poursuivre durant les prochains mois. Le Manifeste leur sera adressé à toutes très prochainement pour servir de socle aux discussions.

La démarche sera complétée par des notes techniques destinées à approfondir certains sujets. « Nous avons à peu près sept mois pour faire de la pédagogie, expliquer nos positions et recueillir également la vision des candidats », synthétise M. Moulines.

À LA RECHERCHE DE CONVERGENCES

L'enjeu, bien sûr, n'est pas de porter cette parole seuls. « Nous aurons besoin de tout le monde pour relever les défis du système de santé. L'idée est de voir les points de convergence que nous pouvons avoir avec les autres acteurs du secteur », explique François-Régis Moulines. Cette volonté s'est notamment traduite lors d'un atelier, autour du dispositif médical, proposé par le Snitem dans le cadre de la Convention CHAM, fin septembre (lire page suivante). L'objectif était d'ouvrir la discussion à un niveau plus large : quels constats les acteurs de santé partagent-ils ? Quelle vision du système souhaitent-ils défendre collectivement pour les cinq prochaines années ? Et sur quelles propositions peuvent-ils parler d'une voix commune ?



Consultez le Manifeste :

<https://www.snitem.fr/presidentielle2027/>



Le dispositif médical, un choix stratégique

Pour porter les enjeux du dispositif médical dans le débat public à l'approche de l'élection présidentielle, le Snitem a fait appel à l'expertise de l'agence JIN. **Guillaume Jean**, son directeur senior affaires publiques et communication, revient sur la démarche engagée.



Snitem Info : Vous accompagnez le Snitem dans la structuration de son Manifeste pour 2027. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Guillaume Jean : Notre conviction de départ, avec le Snitem, a été de faire évoluer le plaidoyer d'un registre technique vers un registre sociétal, pour entrer en résonance avec les attentes de l'opinion et mieux y raccrocher nos messages, comme ceux liés au financement de l'innovation, par exemple. Pour cela, notre rôle, en tant qu'agence de conseil en affaires publiques et communication, a été celui d'un *sparring partner* d'influence, en identifiant d'abord les consensus entre adhérents, pour faire émerger des défis prioritaires et les porter ensuite auprès des équipes de campagne. D'où le choix du mot « Manifeste » plutôt que celui de « Livre blanc » pour qualifier ce document de position. L'ambition est double : animer la filière autour de défis communs et faire reconnaître le dispositif médical comme un investissement pour la santé des Français, non comme une dépense à comprimer.

S.I. : Quelle stratégie avez-vous définie ?

G.J. : Elle repose sur un principe simple : le bon message, au bon interlocuteur, au bon moment. Sur le fond, notre objectif est d'apporter des solutions concrètes, éprouvées et objectivées. Sur la méthode, nous avons opté pour une approche graduée au sein des équipes de campagne, depuis les référents politiques auprès desquels nous positionnons un sujet jusqu'aux interlocuteurs plus techniques avec lesquels nous précisons nos mesures pour alimenter les programmes. Tout l'intérêt est d'avoir préparé le terrain des cent premiers jours du nouveau quinquennat, en se faisant identifier des prochaines équipes sur nos sujets.

S.I. : Fin septembre, vous avez animé, lors de la *Convention on Health Analysis and Management* (CHAM) organisée à Chamonix, un atelier réunissant le Snitem et différents acteurs du système de santé. Quel en était l'enjeu ?

G.J. : L'ambition était de donner corps à un esprit de coconstruction avec d'autres acteurs de la santé comme les établissements, les soignants-spécialistes ou encore des prestataires de santé à domicile. L'objectif était de définir des priorités pour 2027, tout en prenant le dispositif médical comme cadre d'échange. Notre conviction, vérifiée lors de l'atelier, est qu'il existe bien plus de consensus que de dissensus entre acteurs dès lors que l'on prend de la hauteur. C'est particulièrement vrai sur la sortie du seul pilotage budgétaire et comptable, l'urgence de la prévention et l'accès aux soins dans les territoires. Pour aboutir à des positions communes, nous avons veillé à ce que chacun s'exprime, partage son expérience et propose des mesures. Chaque participant avait priorisé en amont ses thématiques, ce qui a permis de s'accorder d'abord sur les sujets rassembleurs avant d'en définir des leviers précis. Le résultat est prometteur car en trois heures, nous avons identifié trois défis sur la régulation économique, la gouvernance ou encore l'innovation, ainsi que des mesures concrètes à porter. L'ensemble sera communiqué prochainement lors d'une prise de parole commune.

S.I. : Comment voyez-vous l'évolution des stratégies d'influence dans les mois à venir ?

G.J. : La présidentielle n'est pas un débat comme les autres : c'est un débat tout-terrain, où ce qui se dit en ligne ou dans la presse pèse parfois plus que le meilleur des *position papers*. L'heure est donc à la mobilisation de tous sur l'ensemble des canaux.